

ATELIER DE CONSULTATION DES ACTEURS NON ETATIQUES SUR LA REVUE À MI-PARCOURS DU 10^e FOND EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT

Synthèse générale des travaux

Le 27 octobre 2009, s'est tenu à Niamey dans les locaux du Grand hôtel, l'atelier de consultation des Acteurs Non Etatiques, organisé conjointement par le Ministère de l'Economie et des Finances, Ordonnateur National du FED, et par la Délégation de la Commission européenne (DCE) en République du Niger.

Il est ressorti de ces travaux, les principaux résultats suivants :

- Des commentaires détaillés seront transmis afin de clarifier, de préciser ou de nuancer le texte de l'avant-projet de RAC;
- Même si pour l'essentiel les axes d'intervention du Programme Indicatif National sont alignés sur les priorités identifiées dans la SDRP, il n'en demeure pas moins que des questions stratégiques comme celles relatives à la démographie et aux secteurs sociaux de base ne sont pas prises en compte dans l'intervention du 10^{ème} FED; alors qu'il s'agit de thématiques transversales qui ont un impact important sur l'efficacité des interventions dans les autres secteurs d'intervention ;
- Les interventions dans le secteur de l'éducation doivent être mieux harmonisées (pléthore d'intervenants) et doivent s'intéresser à la prise en compte des problèmes liés à la qualité de l'éducation, la nécessité de ressusciter les cantines scolaires dans certaines régions, la nécessité de pointer du doigt la question de l'analphabétisme, l'adéquation sociale et économique du système scolaire, la prise en compte des pesanteurs socio culturelles qui freinent l'accès des femmes à l'éducation ;
- Dans le domaine de la santé, le fonctionnement des CSI a été fustigé; des problèmes liés à la disponibilité et à la formation des agents de santé ont été mentionnés, ainsi que le manque de médicaments;
- Au regard de la situation préoccupante de la campagne agro-pastorale 2009, la programmation d'une subvention pour la prise en charge des problèmes de santé et de malnutrition des groupes vulnérables a été fortement recommandée;
- De manière générale, les intervenants ont insisté sur l'attention particulière qu'il faut accorder aux groupes vulnérables (handicapés, femmes...);
- Dans un monde idéal, l'appui budgétaire est l'instrument d'intervention qui répond au mieux à l'agenda de Paris sur l'efficacité de l'aide. L'appui budgétaire devrait viser non seulement le niveau central, mais aussi les collectivités territoriales issues de la décentralisation. Lorsque des problèmes de gouvernance se posent, il faut revoir l'utilisation de cet instrument au cas par cas et s'assurer qu'un dispositif approprié existe, obligeant l'Etat à s'acquitter efficacement de son obligation de rendre compte au plan national de l'utilisation des fonds publics (et notamment de ceux mobilisés au titre de l'appui budgétaire); un 'contrôle citoyen' de l'appui budgétaire, avec une implication forte des Acteurs Non Etatiques est recommandé. De manière générale, l'implication de ces derniers (par exemple dans un audit du secteur minier) doit être renforcée ;
- De manière générale, les participants ont rappelé que la bonne gouvernance était une condition *sine qua non* pour l'efficacité des activités de développement. Les participants ont estimé que l'appui à la presse (pilier de l'Etat de droit) était faible,

tandis que les capacités de suivi de l'action publique par les ANEs devaient être renforcées;

- Les acteurs non étatiques insistent sur l'importance d'investir dans la grande irrigation, dans la pêche et dans l'élevage. Beaucoup ont exprimé leurs préoccupations quant au manque d'initiatives pour prendre en compte le changement climatique et pour préserver l'environnement (surtout via la reforestation);
- L'accent mis par le PIN 10^e FED sur les routes bitumées ne doit pas faire oublier l'importance des pistes rurales pour l'écoulement des productions agricoles et de manière générale pour l'accès aux marchés et aux services de l'Etat;
- L'importance d'investir dans la culture a aussi été soulignée par les participants tout comme la nécessité de lever les contraintes socioculturelles qui entravent son développement.

Parmi les problèmes rencontrés ont été mentionnés:

- *les délais très courts pour l'organisation de l'atelier (beaucoup de participants n'avaient pas eu le temps de se préparer ou de consulter suffisamment leurs membres);*
- *pour beaucoup, la faible maîtrise des modalités de coopération Niger-CE; et enfin*
- *le temps très court imparti aux débats. Malgré la richesse de ceux-ci et les nombreuses contributions récoltées, tout ceci n'a pas permis aux participants de se prononcer d'une manière suffisamment approfondie.*

*Ces inconvénients sont cependant minimisés par le fait que cet atelier n'est que le début d'un processus qui ne s'achèvera qu'à la **mi-novembre**. En effet, **les débats vont se poursuivre:***

- *via le Blog <http://delner-dialogue.blogspot.com/>*
- *ou par contribution écrite déposée auprès de la Cellule Union européenne (Mr Abdoualé Abdoulahi, 265, Avenue du Gouverneur Jules BREVIE, Niamey) ou de la Délégation de la Commission européenne (Mr Christoph Fuchs, Rue du Commerce, Bâtiment BIA, 3^{ème} étage BP 10388 Niamey)*

pour permettre aux Acteurs Non Etatiques d'affiner davantage leurs positions. De plus, cet atelier organisé dans le cadre de la revue à mi-parcours du 10^e FED n'est qu'un moment dans un processus de dialogue avec les acteurs non étatiques et les autorités locales décentralisées qui devrait devenir plus structurel. Des initiatives seront prises, notamment à travers le programme PASOC (Programme d'appui à la société civile) afin de poursuivre la réflexion sur une meilleure implication des ANE dans la programmation et le suivi de l'aide communautaire.